

MARCHE DE TRAVAUX A PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE (SIMPLE ou ORDINAIRE)

Acheteur :

CHU AMIENS – PICARDIE
GROUPEMENT HOSPITALIER de TERRITOIRE SOMME LITTORAL SUD
1, Rond-point du Professeur Christian CABROL
80054 AMIENS CEDEX 1

Maitre d'Ouvrage

ETABLISSEMENT PUBLIC de SANTE MENTALE
Route de Paris
80480 DURY



Groupe Hospitalier de Territoire
Somme Littoral Sud



Établissement public
de santé mentale
de la Somme

Extension de la MAS « La Pommeraie » Appel d'Offres Ouvert « A.O.O. »

Passé en application :

- de l'Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018
portant partie législative du Code de la Commande Publique
- du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018
portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique

C.C.T.P.

CAHIER des CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
Lot N°2 : DESAMIANTEGE / DÉMOLITION

MAITRE D'ŒUVRE

GROUPEMENT de COOPERATION SANITAIRE de MOYENS de l'OISE
☎ 2, rue des Finets- 60600 Clermont



☎ PS. / CS. 03.44.77.51.70
Architecte : E. DANAN-MINARD

Ingénieur en Chef : P. SAGAN

💻 gcsmo@chi-clermont.fr

D.C.E. Octobre 2025

SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| PARTIE 1 – DESAMIANPAGE | 4 |
| 1-1/ Pièces particulières | 4 |
| 1-2/ Conditions de réalisation, obligation de résultat | 4 |
| 1-3/ Nature des prix | 4 |
| 1-4/ Etablissement de l'offre | 5 |
| 2 – PRELIMINAIRES | 5 |
| 2-1/ Réglementation et assurances | 5 |
| 2-2/ Formalités préliminaires, obtention des autorisation | 6 |
| 2-3/ Déclaration d'ouverture | 7 |
| 2-4/ Etat des lieux | 7 |
| 3 – ORGANISATION de CHANTIER | 7 |
| 3-1/ Rendez-vous de chantier | 7 |
| 3-2/ Planning | 7 |
| 3-3/ Installation de chantier | 8 |
| 3-4/ Nuisances | 8 |
| 3-5/ Protection des ouvrages concernés | 8 |
| 3-6/ Remise en état des lieux | 8 |
| 3-7/ Nettoyage | 8 |
| 4 – DOCUMENTS | 8 |
| 4-1/ Diagnostic avant travaux | 8 |
| 4-2/ Documents à remettre par l'entreprise | 9 |
| 4-3/ Plan de retrait | 9 |
| 4-4/ Dossier des ouvrages exécutés | 10 |
| 5 – TRAVAUX | 11 |
| 5-1/ Dépose et déplacement des ouvrages non amiantés liés aux parois amiantées | 11 |
| 5-2/ Confinement | 11 |
| 5-3/ Dépose des éléments amiantés | 11 |
| 5-4/ Mesures d'empoussièrement | 11 |
| 5-5/ Mesures libératoires | 11 |
| 5-6/ Autres contrôles et mesures | 12 |
| 5-7/ Gestion des déchets | 12 |
| PARTIE 2 – DEMOLITION | 13 |
| 2.1 – GENERALITES | 13 |
| 2-1-1/ Contenu de l'offre : | 13 |
| 2-1-2/ Documents à fournir par l'entrepreneur : | 15 |
| 2-1-3/ Responsabilité de l'entrepreneur : | 15 |
| 2-1-4/ Accès au chantier : | 16 |
| 2-1-5/ Reconnaissance des lieux : | 16 |
| 2-1-6/ Condition d'exécution : | 17 |
| 2-1-7/ Limites de prestations : | 17 |
| 2-1-8/ Protection des installations conservées : | 18 |
| 2-1-9/ Neutralisation des réseaux existants : | 18 |
| 2-1-10/ Documents de référence : | 19 |
| 2.2 – DESCRIPTION des OUVRAGES | 20 |
| 2-2-1/ Prestations et obligations à la charge de l'entreprise : | 20 |
| 2-2-2/ Nettoyage : | 21 |
| 2-2-3/ Signalisation : | 21 |

| | |
|--|----|
| 2-2-4/ Gestion des déchets : | 22 |
| 2-2-5/ Déposes - démolition : | 22 |

PARTIE 1 – DESAMIANTAGE

1 – OFFRES

1-1/ Pièces particulières

- C.C.A.P. et annexes.
- Cahier des clauses techniques particulières avec DAAT et état de conservation partiel.

1-2/ Conditions de réalisation, obligation de résultat

Il appartient à l'entrepreneur de le vérifier le C.C.T.P. pour que l'exécution des ouvrages projetés soit en tous points conforme aux règles de l'art.

En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra arguer d'une omission ou d'une imprécision quelconque pour leur exécution.

En conséquence, l'entrepreneur pourra poser au maître d'ouvrage toutes les questions qu'il jugera utiles à la compréhension totale du dossier par écrit sur la plateforme des marchés publics lors de la phase consultative, avant la remise de son offre.

Les clauses ci-dessus étant formelles, le fait de remettre une proposition ou de signer un marché indique leur acceptation sans aucune réserve par l'entrepreneur, et aucune réclamation ne sera acceptée après remise de la proposition ou la signature du marché.

Le plan d'installation sera soumis à l'accord du maître d'ouvrage et du coordonnateur SPS.

1-3/ Nature des prix

Le CCTP s'efforce de renseigner l'entrepreneur sur la nature des travaux à effectuer, sur leurs nombres, leurs dimensions et leurs emplacements.

Il convient de signaler que cette description que l'entrepreneur doit exécuter, comme étant compris dans son prix, sans exceptions ni réserves, tous les travaux nécessaires et indispensables à l'achèvement complet de sa prestation, y compris toutes sujétions.

L'entreprise est censée :

- s'être entourée de tous les renseignements nécessaires,
- s'être fait préciser les éventuels points particuliers du dossier,
- avoir pris connaissance de l'ensemble du dossier,
- avoir vérifié que les documents écrits stipulent bien les aléas et contraintes inhérentes au projet,
- avoir prévu tous les travaux indispensables au parfait achèvement conformément aux règles de l'art, que ces derniers soient indiqués ou non dans le présent CCTP.

1-4/ Etablissement de l'offre

Il appartient à l'entrepreneur de le vérifier le C.C.T.P. pour que l'exécution des ouvrages projetés soit en tous points conforme aux règles de l'art.

Chaque prix unitaire correspondra à la prestation complète.

En outre, devront être également intégrées les incidences telles que :

- dépenses d'entretien et de consommation,
- amenées du matériel et des matériaux,
- stockage, protection, manutention,
- installation de chantier (amenée et repli),
- nettoyages,
- évacuation des gravois et stockage,
- études,
- plans d'exécution et de chantier,
- reproduction de documents,
- essais,
- tous les frais inhérents au fonctionnement du chantier, tels que définis au CCTP, au CCAP et annexes.

2 – PRELIMINAIRES

2-1/ Réglementation et assurances

L'entrepreneur devra respecter tous les règlements et décrets généraux ou particuliers applicables en la matière à la date de signature par l'entrepreneur de l'acte d'engagement.

Il se reportera aux textes publiés par le R.E.E.F.

Il devra posséder une qualification professionnelle incluant les travaux de désamiantage.

Il souscrira une assurance particulière concernant les risques spéciaux des travaux et garantissant les dommages pouvant être occasionnés aux immeubles mitoyens ou voisins.

En outre, il devra prendre en compte les documents de référence suivants (**liste non exhaustive**) :

- les Normes Françaises et Européennes,
- les règles de l'art,
- les recommandations professionnelles,

- les Avis Techniques pour les matériaux et procédés ne relevant pas de règles de l'art,
- le décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante,
- le décret n° 2006-761 du 30/06/06 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à la poussière d'amiante,
- section 3 : risque d'exposition à l'amiante, articles R 4412-94 à 148 du Code du Travail concernant les procédures de dépose, d'évacuation et de suivi des déchets amiante, y compris arrêté d'application,
- l'article R 1334-18 du Code de la Santé Publique concernant le prélèvement d'air en zone confinée avant démantèlement du confinement,
- les recommandations de la CNAM (TS) relatives aux travaux et interventions sur tous matériaux contenant de l'amiante,
- les recommandations de l'INRS de 2009 "amiante – protection des travailleurs",
- le traitement des déchets suivant la circulaire en date du 22 février 2005,
- l'arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante,
- l'arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante,
- le guide de prévention de l'INRS – ED 6091 de décembre 2012,
- le Code de la Santé Publique.

Toutes les réglementations seront considérées comme des conditions minimales d'exécution.

Le projet est réputé établi en conformité avec ces textes, mais l'entrepreneur doit dans le cadre de l'obligation de résultat :

- signaler au maître d'ouvrage toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait (le maître d'ouvrage décidant alors si une rectification est nécessaire et appréciant si elle entre ou non dans les conditions de marché),
- se conformer à ces textes aussi bien pour la part d'études qui le concerne que pour l'exécution des ouvrages.

2-2/ Formalités préliminaires, obtention des autorisation

L'entrepreneur est tenu, avant tout commencement d'exécution et à la diligence, risques, périls et frais de remplir auprès des services publics qualifiés, toutes les formalités résultant des lois, décrets, arrêtés et règlements en vigueur.

L'entreprise est responsable de tous les recours des propriétaires riverains, publics ou privés dans les cas où elle n'aurait pas attiré en temps utile l'attention du maître d'ouvrage sur les difficultés qui pourraient survenir à cet égard, du fait de l'exécution des travaux.

2-3/ Déclaration d'ouverture

L'entrepreneur aura à sa charge de procéder, au début du délai de préparation, à toutes les déclarations légales et réglementaires d'ouverture de chantier auprès des administrations intéressées, services publics, organismes de sécurité et compagnies d'assurances, etc.

Il tiendra le maître d'ouvrage informé de ses démarches.

Demander en temps utile les autorisations de voiries et définitions nécessaires et en tous les cas, avant le démarrage des travaux. L'entrepreneur communiquera au maître d'ouvrage la copie de ces documents.

2-4/ Etat des lieux

Un état des lieux sera dressé avant le démarrage des travaux, en présence :

- du maître d'ouvrage,
- du maître d'œuvre,
- de l'entreprise.

Des états des lieux auront lieu au droit de chaque zone de travaux. Les résultats de ces visites seront consignés sur procès-verbal et feront foi en cas de litige et de contestation.

L'entrepreneur pourra s'il le souhaite faire établir à sa charge un constat par huissier de justice afin de faire constater l'état des lieux à son arrivée sur le site.

3 – ORGANISATION de CHANTIER

3-1/ Rendez-vous de chantier

Ceux-ci sont hebdomadaires. L'entreprise devra avoir son représentant à tous les rendez-vous de chantier où il est convoqué, ceci par l'intermédiaire du compte rendu de réunion de chantier.

Ce représentant devra être un technicien compétent ou un responsable recevant les ordres et prenant les décisions au nom de l'entreprise.

L'entreprise absente et non excusée à une réunion de chantier s'expose à l'application de pénalités suivant le CCAP.

3-2/ Planning

Les travaux seront exécutés suivant les plans de zones joints.

En début de chantier, le maître d'ouvrage établira un planning détaillé puis signé par l'intervenant et qui servira de base contractuelle, afin d'appliquer s'il y a lieu, les mesures coercitives prévues au CCAP pour le non-respect des délais partiels par tâche et du délai global.

En cas de non remise des éléments nécessaires à l'établissement du planning dans les délais impartis, le maître d'ouvrage fixera unilatéralement un délai d'exécution. De plus, des pénalités prévues à cet effet au CCAP pourront s'appliquer.

3-3/ Installation de chantier

Voir généralités communes et CCAP.

3-4/ Nuisances

L'entrepreneur devra veiller à ce que toutes les précautions soient prises pour limiter, dans la mesure du possible, la gêne occasionnée (bruits, vibrations, projections, etc.).

Le chantier devra d'autre part être conduit de sorte qu'aucun trouble ne soit apporté à la tenue des bâtiments et ouvrages voisins.

3-5/ Protection des ouvrages concernés

L'entreprise a la charge de la conservation en bon état des ouvrages.

Les dégradations constatées en cours de chantier devront être réparées par l'entreprise sans délai afin de ne pas perturber le déroulement des opérations.

Les frais occasionnés par les remises en état résultant de ces dégradations seront imputés à l'entreprise.

3-6/ Remise en état des lieux

Sans objet.

3-7/ Nettoyage

Sans objet.

4 – DOCUMENTS

4-1/ Diagnostic avant travaux

Un rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition ont été établis par l'APAVE - Numéro de rapport : T250812137-DURY-EPSM-BAT_JARDIN-DAD en Date du 18/07/2025, joint en annexe

L'entreprise devra prendre connaissance de ce rapport pour la remise de son offre. Ces éléments sont fournis à l'entreprise pour information. Elle devra faire toutes les vérifications ou investigations nécessaires pour la constitution de son offre.

Toutefois, lors des opérations si un doute subsistait, il est du devoir de l'entreprise de le signaler et de demander les investigations nécessaires complémentaires et de procéder à un complément de retrait au cas où il s'agirait de produits amiantifères.

4-2/ Documents à remettre par l'entreprise

Avant le début des travaux, l'entreprise devra fournir au minimum au maître d'ouvrage pour approbation :

- le plan de retrait,
- les détails des notifications aux Inspections du Travail, CARSAT, OPPBTP et éventuellement autres organismes professionnels,
- les aménagements et protections de chantier qu'elle envisage,
- les attestations nominatives des membres du personnel ayant la qualité de secouriste,
- le bilan détaillé des puissances électriques et des besoins éventuels en fluides auxiliaires,
- les études d'exécution et les documents justificatifs,
- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé intégrant le plan de retrait,
- les attestations de formation du personnel (désamiantage, travail en hauteur, ...),
- les certificats d'agrément pour matériels et produits,
- les contraintes d'exécution,
- la méthodologie,
- tout élément complémentaire réclamé par la maîtrise d'ouvrage ou par la réglementation.

4-3/ Plan de retrait

Ce poste consiste en l'établissement d'un plan de retrait relatif à la dépose partielle des matériaux contenant de l'amiante tel que demandé au marché, quel que soit le procédé utilisé par l'entrepreneur conformément à la réglementation en vigueur.

Le plan de retrait établi par l'entreprise précisera obligatoirement :

- la nature et la durée des travaux,
- l'endroit où les travaux seront effectués,
- les méthodes mises en œuvre pour le retrait des matériaux contenant de l'amiante,
- les caractéristiques des équipements qui doivent être utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs, ainsi que celles des équipements de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu des travaux ou à proximité.

Une stratégie d'échantillonnage concernant les prélèvements d'air pendant les travaux sera annexée au plan de retrait.

Cette stratégie fait l'objet d'une validation obligatoire par un laboratoire extérieur certifié COFRAC avant envoi du plan de retrait.

Ce plan sera transmis dans un délai de 1,5 semaine après la demande pour validation par la maîtrise d'ouvrage avant l'envoi aux organismes officiels.

L'accord sur ce plan de retrait devra être obtenu sous 1 mois.

L'entreprise devra transmettre le plan de retrait un mois avant le début des travaux à :

- l'inspecteur du travail (envoi en accusé réception),
- le maître d'ouvrage,
- le maître d'œuvre,
- le service de prévention des organismes de sécurité sociale – CARSAT (cf. décret n° 92.634 du 6 juillet 1992),
- le service régional de l'OPPBTP.

4-4/ Dossier des ouvrages exécutés

Avant la fin du chantier, l'entreprise devra fournir en 1 exemplaire papier et 2 exemplaires sur support informatique exploitable, les plans et les fiches techniques qui ont servi à l'exécution du lot.

Liste indicative des documents à transmettre à la réception des ouvrages :

- Le descriptif des ouvrages réellement exécutés intégrant l'ensemble des modifications ou compléments apporté au descriptif.
- Le procès-verbal des mesures du taux de fibres d'amiante par litre, effectuées par un organisme habilité selon la nature des travaux de désamiantage, notamment les travaux exigeant un confinement.
- Le procès-verbal de transport et de mise en décharge contrôlée ou d'élimination des déchets contaminés (y compris filtres, ...) :
 - le bulletin d'Information Préalable d'Acceptation (IPA),
 - les Certificats d'Acceptation Préalable du gestionnaire (CAP) de la décharge de classe 1 et classe 2 ou classe 3 de déchets,
 - les certificats d'enlèvement des déchets par un transporteur spécialisé,
 - le certificat de destruction selon la méthode proposée,
 - le procès-verbal d'analyse des rejets d'eaux usées selon la nature des travaux de désamiantage,
 - les certificats d'analyse des rejets d'eaux usées,
 - Les Bordereaux de Suivi des Déchets Amiantés (BSDA).

5 – TRAVAUX

5-1/ Dépose et déplacement des ouvrages non amiantés liés aux parois amiantées

L'entrepreneur devra prévoir dans son offre l'enlèvement des matériaux (revêtements murs et sols), matériel et accessoires fixés à la paroi amianté (réseaux et équipements électricité / plomberie / chauffage), cloisons, faux-plafonds, menuiseries intérieures, etc.

5-2/ Confinement

Mise en place d'un confinement selon spécifications du plan de retrait.

L'accès à la zone confinée, maintenue en dépression ne peut se faire que par l'intermédiaire de sas.

Ces derniers devront être suffisamment dimensionnés pour permettre une évolution aisée des opérateurs.

Le sas d'entrée doit permettre à toute personne pénétrant dans la zone de travail de revêtir la tenue de travail et les protections nécessaires à l'intervention en milieu pollué. Il doit également permettre l'approvisionnement en matériels et matériaux.

Le sas de sortie permettra le déshabillage et la décontamination des salariés, ainsi que l'évacuation des matériels et des déchets produits par les travaux dans le sas spécifique.

Si ce sas est utilisé pour sortir les sacs de déchets ou le matériel, le sol ne comportera ni obstacle, ni changement de niveau.

Le sas doit permettre le passage d'un brancard.

La zone d'approche et les SAS doivent être contenus à l'intérieur des protections mises en place par le lot n° 1.

Il est prévu un carottage de diamètre 400 mm en plancher de la zone à désamianter afin de faire cheminer la sortie de l'extracteur nécessaire à la mise en dépression de la zone.

5-3/ Dépose des éléments amiantés

Le marché concerne, selon le rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition, la dépose de 2 conduits en fibrociment scellés dans la maçonnerie.

5-4/ Mesures d'empoussièrement

Réalisation avant le début des travaux (point 0) et en cours de chantier de mesures d'empoussièrement conformément au décret n° 2012-639 du 4 mai 2012.

5-5/ Mesures libératoires

Réalisation des mesures libératoires par un organisme agréé.

L'entreprise a une obligation de résultat.

Dans le cas où le résultat escompté n'était pas atteint, l'entreprise s'engage à faire les prestations et les mesures complémentaires jusqu'à l'obtention du résultat recherché.

5-6/ Autres contrôles et mesures

L'entreprise devra coordonner en concertation avec le MOA les prestations en charges des contrôles dus par le Maître d'ouvrage : contrôles visuels, mesures de fin de chantier, mesures de 2nd restitution.

5-7/ Gestion des déchets

Évacuation des déchets contenant de l'amiante :

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières.

Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement, notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales concernant tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

PARTIE 2 – DEMOLITION

2.1 – GENERALITES

L'objet de l'opération est la démolition et désamiantage de la maison, y compris le retrait et la prise en charge de l'ensemble des déchets ainsi que des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante et du plomb.

Diagnostic Amiante établi par l'APAVE - Numéro de rapport : T250812137-DURY-EPSM-BAT_JARDIN-DAD en Date du : 18/07/2025, joint en annexe.

Diagnostic Plomb établi par l'APAVE - Numéro de rapport : T250812138-DURY-EPSM-BAT_JARDIN-PB en Date du : 18/07/2025, joint en annexe.

NOTA : A savoir : les travaux seront effectués en site occupé (environnement).

En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra arguer de l'imprécision des plans, des prescriptions techniques, des descriptifs et des documents annexes ou omission s'il y a lieu, pour refuser d'exécuter dans le cadre et les conditions de son marché, tout ou partie des travaux nécessaires au complet achèvement des travaux.

Il lui appartient donc d'apprécier l'importance et la nature des travaux à effectuer et de suppléer par ses connaissances techniques aux détails dont l'emplacement, la nature ou la qualité seraient implicitement prévus dans une réalisation normale des travaux.

L'entreprise devra réaliser ses propres métrés et les intégrer dans la décomposition de son offre.

L'entreprise retenue demeure entièrement responsable des désordres provoqués par l'exécution de l'ensemble des travaux du présent lot.

Les installations concernées par le présent document seront réalisées en conformité avec les normes, décrets, règlements, Documents Techniques Unifiés et CSTB en vigueur.

Compte tenu de la nature du projet, il est fortement conseillé aux entreprises de visiter les lieux avant de remettre leur proposition, afin d'apprécier toutes les sujétions influant sur leurs prix et sur la réalisation des travaux.

2-1-1/ Contenu de l'offre :

L'offre de l'entreprise doit s'appliquer à l'exécution pour un prix forfaitaire de toutes les prestations nécessaires à la réalisation de l'ensemble des travaux telles qu'elles sont définies dans les documents qui seront joints au dossier de consultation.

En cas de modifications demandées par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre, les travaux en plus ou en moins seront chiffrés conformément aux dispositions du CCAP.

Le présent C.C.T.P. ainsi que les documents joints ne sont qu'indicatifs.

En conséquence, les propositions des entreprises soumissionnaires devront comprendre toutes les études, toutes les fournitures et tous les frais de mise en œuvre nécessaires à la complète et parfaite exécution des travaux définis ci-après de telle sorte que leur achèvement ne donne lieu, sauf demandes formulées, à aucun supplément.

Avant la remise de son offre et lors de la phase consultative, l'entreprise devra contrôler les prestations définies dans le présent dossier de consultation et faire remonter sous forme de questions posées par écrit via la plateforme des marchés publics les éventuelles erreurs, omissions ou contradictions qu'elle aurait soulevé dans le descriptif, les plans ou les fiches de positionnement.

Prestations incluses dans le marché

Sans qu'il en soit besoin de le mentionner dans le cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.), les prestations suivantes sont à la charge de l'entrepreneur qui devra en tenir compte pour l'établissement de son prix :

- Fourniture, transport, amenée à pied d'œuvre, mise en œuvre, raccordements et réglages de tous les matériels et matériaux, équipements et accessoires nécessaires aux travaux.
- Pour des raisons de sécurité évidentes, l'entreprise devra veiller à maintenir un accès de chantier parfaitement propre et suffisamment protégé de façon à éviter tous accès inopinés sur le chantier.
- Enlèvement de tous les gravois, emballages divers à la fin des travaux, ainsi que le nettoyage.
- Fourniture des plans généraux, plans de détails avec toutes les indications et plans d'implantation.
- Etudes et calculs nécessaires à l'exécution des travaux.
- Fourniture du personnel, matériel, matériaux et travaux nécessaires à la parfaite et complète exécution du chantier tel que décrit et en particulier les manutentions, préparations, finitions et levées de réserves.
- Tous les étalements nécessités par les travaux.
- Echafaudages et toutes sujétions dues à la hauteur.

NOTA :

En cas de divergence entre le présent descriptif et les plans, c'est la spécification la plus contraignante qui sera retenue.

Les localisations ne sont données qu'à titre indicatif. Le C.C.T.P. et les plans sont complémentaires.

2-1-2/ Documents à fournir par l'entrepreneur :

A la remise de son offre :

- Un Cadre de Réponse Technique détaillé joint au D.C.E.

Dans un délai de 3 semaines après sa désignation :

- Le plan d'installation de chantier.
- Le planning détaillé par tâche.
- Le Plan Particulier de Sécurité Prévention Santé (PPSPS) en cohérence avec le PGC (Plan Général de Chantier (fourni ultérieurement)).
- Le plan de retrait des matériaux contenant de l'amiante.
- Tous les documents nécessaires à l'exécution de ses prestations.

En cours de travaux :

Suivant un planning propre à chaque opération

- Les plans d'exécution de l'installation projetée.
- Les notes de calcul établies par l'entrepreneur.

Du fait de la signature de son marché, l'entrepreneur s'engage à fournir, en temps voulu, les documents ci-dessus et à répondre à toute demande d'informations complémentaires pouvant lui être notifiée par le Maître d'Œuvre.

En fin de travaux :

- Les plans complets de récolement conformes à l'exécution.

Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE) :

En fin de travaux, l'entreprise devra fournir au Maître d'Ouvrage 2 exemplaires en version "papier" et sur une clef USB :

- le récapitulatif des déchets évacués par classement et par catégorie,
- l'ensemble des bordereaux de suivi des déchets,
- les justificatifs et les attestations d'enfouissement, destruction ou recyclage des déchets par des organismes agréés.

Les documents seront à fournir dans les **10 jours** impérativement suivant les opérations préalables à la réception.

2-1-3/ Responsabilité de l'entrepreneur :

En cours de travaux, la découverte de canalisation ou d'ouvrages souterrains non figurés sur les plans et pour lesquels il y a lieu de prévoir des aménagements particuliers en vue de leur conservation ou de la consolidation du sol, doit faire l'objet d'un rapport détaillé au Maître d'Œuvre.

L'entrepreneur devra :

- Le balisage des zones de travaux et le nettoyage périodique de leurs abords.
- Les sujétions dues à la présence d'autres corps d'état.
- Des travaux conformes aux règles de l'art et aux cahiers des prescriptions communes et fascicules en vigueur.

- Avoir pris connaissance de tous les réseaux existants situés dans l'emprise de son chantier et avoir recueilli tous renseignements utiles auprès des services intéressés. Tous les travaux au voisinage des réseaux seront exécutés, après réception des autorisations nécessaires, avec le plus grand soin afin de ne pas perturber les réseaux.
- Prévoir la signalisation de jour et de nuit ainsi que toutes les protections de sécurité.
- Avoir pris connaissance du site et avoir recueilli tous renseignements utiles afin d'assurer les démolitions sans créer de désordre dans les constructions avoisinantes conservées (dans l'enceinte de l'établissement comme à l'extérieur).
- Être assuré en conséquence contre tous désordres et tous incidents qui pourraient survenir du fait de ses démolitions et de ses interventions.
- Le nettoyage permanent des voies et dessertes et des sorties du chantier donnant sur les voies pendant la période de son intervention (voir CCTP généralités).
- Se reporter au Cahier des Charges Générales pour tous les points non repris au présent descriptif.
- Un constat d'huissier à réaliser avant le démarrage des travaux sur l'état des avoisinants, à la charge du présent lot.

Il est rappelé l'obligation à l'entreprise de procéder pendant la période d'exécution des travaux aux vérifications techniques qui lui incombent.

Les travaux décrits au présent lot devront être effectués par des ouvriers spécialisés, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

L'entreprise devra fournir obligatoirement une attestation d'assurance couvrant tous les risques liés à sa profession et sera tenue de prendre toute mesure destinée à éviter des accidents aux tiers.

Qualification :

L'entreprise est réputée avoir été choisie comme spécialiste et justifiant de sa qualification professionnelle 1112 et 1113.

2-1-4/ Accès au chantier :

Ceux-ci seront assurés et définis en accord avec le Maître d'Ouvrage.

L'entretien de ces accès en incombera à l'entreprise pendant la durée du chantier.

2-1-5/ Reconnaissance des lieux :

L'entrepreneur sera censé avoir pris connaissance de la situation du projet, des accès, de toutes sujétions d'environnement et de la réglementation de l'établissement.

2-1-6/ Condition d'exécution :

Tous les travaux de démolition des réseaux devront être parfaitement exécutés dans les meilleures conditions et conformément à toutes les règles de l'art.

Les méthodes d'exécution ne devront pas donner lieu à des dégradations ou des salissures des ouvrages existants conservés.

Les travaux ne devront pas perturber le fonctionnement de l'établissement.

Les travaux de réfection ou de nettoyage consécutifs à toutes les dégradations ou salissures seront à la charge de l'entreprise.

Les prestations comprendront l'enlèvement et le transport jusqu'à la décharge publique de la totalité des produits des opérations de démolition, l'entrepreneur étant libre de récupérer tous matériaux qui lui sembleraient intéressants.

Les travaux devront être exécutés sans entraver la circulation des voitures et piétons au pourtour du chantier.

Il est toutefois spécifié que l'entrepreneur ne pourra prétendre à une augmentation du délai d'exécution qui lui est imparti, sous prétexte de soins particuliers à apporter dans l'exécution de son travail lui permettant la récupération d'ouvrages ou de matériaux.

Plan de prévention :

Un plan de prévention sera établi entre l'entreprise et le Maître d'Ouvrage avant le commencement des travaux sur les mesures d'hygiène, de sécurité et de protection de la santé à prendre en fonction des risques liés aux travaux, à l'activité du site et au personnel en fonction.

La Maîtrise d'Ouvrage proposera un format de plan de prévention où l'entreprise devra obligatoirement identifier tous les risques liés à la spécificité de ses activités et intégrer toutes les mesures de prévention nécessaires.

2-1-7/ Limites de prestations :

Le présent document a pour objet de définir la nature et l'importance des travaux à exécuter.

Les prix unitaires forfaitaires incluent au minimum les travaux suivants :

- l'implantation des ouvrages,
- les installations provisoires,
- l'amenée, la mise en place, le repli de tous les matériaux et matériels nécessaires,
- les travaux de terrassement de toute nature, fouilles, remblais, toutes manutentions, rampe d'accès, chemins provisoires, tant sur le site de l'établissement que pour les accès de chantier,
- les démarches auprès des administrations et concessionnaires des réseaux publics,

- le balisage des réseaux et ouvrages interférant sur sa zone de travail,
- les mesures de sécurité,
- la réparation des dégâts causés aux tiers ou par les intempéries,
- le nettoyage des chaussées,
- les essais de contrôle des matériaux et ouvrages,
- le dossier de récolement,
- les frais de mise en centre de traitement ou de recyclage, plateforme relais, etc.,
- le clôturage,
- le gardiennage si nécessaire,
- les démarches pour aboutir aux contrats d'abonnement et d'entretien,
- les épuisements des venues d'eau jusqu'à concurrence d'un débit de 25 m³/h (ces moyens doivent pouvoir être mis en œuvre instantanément),
- les démarches auprès des services compétents pour les raccordements et vérifications des installations,
- la mise en place et la maintenance pendant la durée des travaux d'une signalisation de chantier appropriée (panneaux rétro réfléchissants, balises, feux, etc.).

2-1-8/ Protection des installations conservées :

L'entreprise devra mettre en œuvre toutes les dispositions nécessaires à la protection et à la conservation des ouvrages mitoyens ou se trouvant aux abords des travaux décrits au présent lot.

Elle devra éviter toutes pollutions et devra limiter la production et la propagation de poussière.

Toute dégradation ou pollution, quelle que soit sa nature, voire même une mauvaise protection, provoquée par l'exécution des travaux, sera mise à la charge de l'entreprise avec les réfections et les conséquences pécuniaires en résultant.

2-1-9/ Neutralisation des réseaux existants :

L'ensemble des réseaux suivants sera isolé par les services techniques de l'établissement, selon le cas :

- EF.
- Chauffage.
- Courants-forts, courants-faibles et détection incendie.
- Informatique.

Dispositions à confirmer.

L'entreprise devra s'informer auprès du Maître d'Ouvrage que les demandes de dépose de branchement ont bien été effectuées et obtenir, si nécessaire, une attestation écrite confirmant leur neutralisation (consignation).

L'entreprise devra réaliser un plan de repérage des réseaux.

Ce plan sera soumis à l'approbation du Maître d'Ouvrage avant le commencement des travaux et sera annexé au marché de travaux.

Toute rupture de réseau en service, quelle que soit la nature du réseau, provoquée par l'exécution des travaux, sera mise à la charge de l'entreprise avec les réfections et les conséquences pécuniaires en résultant.

2-1-10/ Documents de référence :

Les travaux seront exécutés conformément aux prescriptions des documents qui régissent la construction faisant l'objet du présent marché en vigueur à la date du marché, notamment aux prescriptions de la liste non exhaustive des documents rappelés ci-après :

- Règles de l'art.
- Code de la construction et de l'habitat.
- Code du travail.
- Cahier des clauses techniques générales.
- Documents Techniques Unifiés.
- Normes Françaises Homologuées, Expérimentales.
- Lois, décrets, arrêtés, circulaires.
- Exemples de solutions.
- Règles de calculs.
- Règles professionnelles.
- Avis techniques.
- Plans architecte et ingénierie.
- Les prescriptions imposées par les Services Locaux.
- Les recommandations du Ministère de la Santé.
- Les prescriptions imposées par la Direction Départementale des Territoires.

2.2 – DESCRIPTION des OUVRAGES

2-2-1/ Prestations et obligations à la charge de l'entreprise :

Les travaux devront être réalisés conformément aux réglementations en vigueur et notamment aux réglementations concernant l'amiante.

2-2-1.1/ Avant travaux :

Les réseaux existants alimentant le bâtiment à démolir seront neutralisés avant démolition, aux frais du Maître d'Ouvrage.

L'entreprise doit effectuer les DICT préalables et toutes les démarches administratives nécessaires pour mener à bien les opérations de démolition dans le délai contractuel, y compris le repérage des réseaux en service par enquête auprès des services concessionnaires.

L'entreprise devra s'assurer :

- que les réseaux alimentant le bâtiment à démolir ont été déconnectés,
- de la vidange des réseaux du bâtiment à démolir,
- de la mise en place de tampons sur les canalisations enterrées neutralisées afin qu'il n'y ait aucun risque d'obstruction des parties restant en service.

L'entreprise demandera l'établissement d'un constat contradictoire de l'état des lieux, à réaliser obligatoirement en présence du Maître d'Ouvrage et du Maître d'œuvre par huissier de justice au frais de l'entreprise.

Elle entreprendra préalablement à la démolition, des opérations de dératization, de désinfection ou de désinsectisation, afin de préserver les travailleurs de tous risques d'infection.

L'entreprise mettra en place une clôture de chantier de protection des abords.

Elle établira et déposera sa procédure de désamiantage (plan de retrait) à l'Inspection du Travail, 1 mois minimum avant le démarrage des travaux.

L'entreprise prendra toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des travailleurs, des riverains tiers et du public notamment au droit des mitoyens et du domaine public.

Si nécessaire, elle assurera la protection du bâtiment et ouvrages conservés voisins des bâtiments à démolir.

L'entreprise devra le nettoyage de l'ensemble du site avant démolition y compris le tri des déchets (huile, sanitaires, etc.) avec mise en place de bennes.

2-2-1.2/ Pendant les travaux :

L'entreprise prendra en charge :

- tous les moyens et engins nécessaires à la réalisation des travaux,
- les frais d'énergie pour les besoins du chantier,
- les barrières de protection sur les vides de démolition,
- les dispositifs de protection des personnes tant côté domaine public que domaine privé,
- l'évacuation complète des gravats dans des centres de stockage agréés avec :

- le tri sélectif des matériaux,
- le chargement,
- le transport,
- les redevances pour droits à dépôt,
- la signalisation diurne et nocturne du périmètre de la démolition,
- le nettoyage quotidien des abords et des voiries (compris balayage),
- l'abattage, l'essouchage et l'évacuation des arbres ainsi que des souches existantes dans le périmètre des travaux de démolition,
- les éléments mobiliers et équipements de toute nature abandonnés par le Maître de l'Ouvrage ainsi que leur évacuation.

L'entreprise ne pourra entreprendre les travaux de démolition proprement dits qu'après désamiantage des lieux et mesure libératoire en dessous du seuil limite.

Elle mettra en œuvre les moyens nécessaires pour éviter la propagation des poussières par un arrosage régulier voire permanent et mettra en place des bâches. Elle devra également mettre en place les moyens de comptage des quantités d'eau d'arrosage utilisées.

L'entreprise respectera les règlements en vigueur ainsi que les recommandations émises par l'OPPBTP et la CARSAT.

Les démolitions devront être menées sans endommager les constructions et ouvrages conservés ainsi que ceux édifiés sur les mitoyens et propriétés voisines.

Ainsi, les engins employés ne devront pas provoquer de vibrations susceptibles de causer des sinistres aux fondations, murs conservés et constructions voisines.

Tous les ouvrages, quels qu'ils soient, endommagés par la démolition seront à remettre en état identique à l'existant. Les frais de remplacement et de remise en état seront entièrement à la charge de l'entreprise.

L'entreprise prendra ses précautions pour éviter toutes fuites d'hydrocarbures et de produits toxiques en provenance des ouvrages démolis.

Elle prendra en compte toutes les contraintes découlant de la présence d'amiante.

2-2-2/ Nettoyage :

L'entreprise devra procéder à un nettoyage quotidien des abords concernés par l'exécution de ses travaux sur toute la durée des travaux, pour le respect du site et de son fonctionnement.

2-2-3/ Signalisation :

L'entreprise devra installer l'ensemble de la signalétique.

2-2-4/ Gestion des déchets :

Le Maître d'Ouvrage privilégie la valorisation matérielle et énergétique des déchets, réemploi, recyclage, concassage pour les déchets inertes ou toute autre valorisation, ainsi que l'organisation du transport des déchets avec sa limitation en distance et en volume.

L'entreprise devra effectuer le tri sélectif de l'ensemble des déchets issus des travaux, les charger, les transporter et les mettre en décharge auprès d'un organisme agréé ou d'un centre d'enfouissement technique de classe 1, 2 ou 3 agréé, pour en effectuer le traitement, enfouissement, destruction ou recyclage dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Elle proposera un schéma d'organisation des zones de regroupement des déchets. Ce schéma sera soumis à l'approbation du Maître d'Ouvrage avant le commencement des travaux et sera annexé au marché de travaux.

Elle devra stocker les déchets selon leur classement et leur catégorie dans des bennes installées en nombre nécessaire à la charge du présent lot.

Chaque zone sera identifiée selon le classement et la catégorie des déchets par l'affichage de panneaux.

L'entreprise devra rechercher obligatoirement des zones de dépôt pour le stockage temporaire de l'ensemble des gravats issus des travaux. Ces zones seront soumises à l'approbation du Maître d'Ouvrage avant le commencement des travaux.

2-2-5/ Déposes - démolition :

En fonction de l'avancement du chantier, conformément au planning général des travaux, l'entreprise effectuera l'intégralité des déposes et démolitions après avoir mis en place les protections et isolé l'ensemble des fluides. L'ensemble des éléments et gravats issus des déposes et démolitions sera évacué à la décharge, compris droits.

L'entreprise devra réaliser tous les travaux de purge et de curage préalables à la déconstruction.

L'entreprise devra la dépose intégrale des éléments suivants :

- Bâtiment dans son intégralité.
- Escalier d'accès au bâtiment à démolir.
- Arbres + dessouchage des souches existantes.
- Canalisations réseaux enterrées.
- Serrurerie.
- Portail et pilasses
- Serre
- Serre avec soins laissé à disposition du service technique de l'établissement, pour repose ultérieure
- Clôtures en maçonnerie compris fondations
- Clôtures préfabriqués compris fondations **(les plaques bétons sont à récupérer et mise à la disponibilité du service technique de l'établissement)**.
- Dallages
- Jardinières
- Toutes autres ouvrages en proximités directe et au droit du bâtiment à construire

Liste non limitative. Voir plans EA / EF

Rappel : Visite sur place obligatoire.

Pour rappel, l'opération consiste en la déconstruction totale du bâtiment et d'ouvrages attenants.